Interview de Paul Collowald: Sicco Mansholt et son travail à la Commission (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

Source: Interview de Paul Collowald / PAUL COLLOWALD, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 27.-28.06.2002. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:15:12, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/interview_de_paul_collowald_sicco_mansholt_et_son_travail_a_la_commission_sanem_27_et_28_juin_2002-fr-62755f21-098f-4f85-9ad9-3f5291e55a54.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Paul Collowald: Sicco Mansholt et son travail à la Commission (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

[Etienne Deschamps] Comment le président Mansholt concevait-il l'intégration européenne et ses rapports avec la presse?

[Paul Collowald] Sicco Mansholt, je crois, est assez célèbre dans l'histoire européenne contemporaine, parce qu'il a incarné la politique agricole commune qui, quand même, a été, comme son nom l'indique, la première approche communautaire, avec une dose réelle de supranationalité et Sicco Mansholt, qui, lui-même, avait été un ancien ministre de l'agriculture avait à la fois la compétence et la carrure pour mener cette opération importante et assez délicate. C'était donc l'un des grands personnages de la Commission Hallstein et, ensuite, il est resté dans la Commission suivante. Et il s'est trouvé qu'après Jean Rey, qui avait succédé à Walter Hallstein à la tête de la Commission, un Italien, monsieur Malfatti, a été président de la Commission. Mais il a été critiqué à l'époque, mais finalement on le comprend, c'était un homme politique italien – une fois de plus, nos amis italiens avaient des élections, qu'ils ont avancées et, lui, a considéré qu'il tenait le mandat du peuple et il a dit: «Moi, je retourne en Italie me présenter aux élections.» À Bruxelles, la presse accréditée, etc., notamment la presse allemande, je m'en souviens, qui a une haute conception – le président de la Commission – a trouvé ça un peu léger de dire: «Voilà, je suis président de la Commission, mais je préfère rentrer dans mon pays, etc.» Tout ça pour dire qu'on s'est trouvé en fin de parcours d'un mandat de président, Malfatti, et qu'il restait neuf mois, à peu près, à parcourir. Alors, ça a été fait assez rapidement, on a dit: «Eh bien, voilà, on va demander à Sicco Mansholt, non pas d'assurer un intérim, mais d'être le président en titre jusqu'à la fin du mandat. Et alors, c'est tombé à une période très importante, puisque ce départ du président Malfatti s'est fait en mars 1972 et il fallait, dans cette année 1972, mener à bien, terminer les négociations avec nos amis britanniques, irlandais, danois et norvégiens, car les Norvégiens ont signé l'adhésion et ensuite un référendum a dit «non». Et le président de la République française, Georges Pompidou, avait convoqué au mois d'octobre, à Paris, un sommet qui réunissait pour la première fois les six fondateurs plus les trois qui restaient pour l'adhésion. Et c'était évidemment une opération assez délicate et importante qui a été couverte par la presse non seulement française, mais internationale et les préparatifs… On sentait bien que dans différentes capitales, et notamment à Paris, le rôle de la Commission se voulait être modeste, puisque les premières indications d'amis journalistes de Paris me disaient que dans le briefing du Quai d'Orsay, pour être tout à fait clair et sans langue de bois, on laissait entendre que le rôle de la Commission, il serait là comme observateur. Alors, j'ai indiqué ça a Sicco Mansholt, parce qu'à l'époque j'étais le porte-parole de Raymond Barre, mais Sicco Mansholt m'a dit: «Pour la fin de la présidence, si j'ai des opérations en France, le sommet se faisant à Paris, entre guillemets, prêtez-moi Paul Collowald pour la circonstance.» Alors, il m'a convoqué, il avait une liste d'invitations en amont de cette conférence de Paris, du mois d'octobre, et il m'a dit: «Je vais en garder trois.» Et c'est là où j'ai compris comment il réfléchissait à l'action sur l'opinion publique. Il en a choisi trois, ça paraît assez étrange. Si ma mémoire ne me trahit pas, il y avait – ça c'est normal – la presse étrangère et diplomatique à Paris, parce qu'ils sentaient qu'on voulait minimiser le rôle de la Commission; deux, les jeunes du RPF, les jeunes gaullistes; trois, dans un cadre agricole, je ne sais plus comment s'appelait la fédération agricole, bon, ça c'était l'agriculture, la France, Mansholt. Alors, je me souviens surtout de l'une, dont j'étais particulièrement chargé, c'était un déjeuner de presse avec Mansholt, à Paris, avec la presse diplomatique. Alors, comme toujours, on voit un peu les noms et je me suis aperçu que – le journal Le Monde est quand même assez important en France – qu'il venait d'y avoir une nouvelle nomination de la responsabilité du service étranger et que c'était Tatu, le correspondant de Moscou, qui venait de prendre ses fonctions il y a quelques mois. Et alors, je me suis rendu compte que la connaissance… – et c'est normal quand on a passé des années à Moscou, qu'on débarque dans nos histoires communautaires européennes, ça ne doit pas être facile. Alors j'ai dit à Sicco Mansholt: «Écoutez, dans le plan de table, moi je vais me mettre à côté de Tatu», j'avais quelques anciens confrères du Monde que je connaissais, mais je ne connaissais pas Tatu. Et alors, je me souviens, je n'ai pratiquement pas déjeuné, mais je lui ai expliqué un peu la situation et je me suis aperçu – je l'ai confirmé ensuite à Sicco Mansholt – qu'en effet, il y avait – n'utilisons pas des grands mots, mais quand même – un peu d'intoxication pour dire: «La Commission, oui, bien sûr…» Alors, c'est arrivé à ce point que lorsque j'ai dit à Sicco Mansholt qu'avec Bino Olivi, qui lui était le porte-parole et moi j'étais porte-parole adjoint, nous sommes allés la veille à Paris pour voir un peu comment se mettaient en place les choses et nous sommes allés voir avenue Kléber, au grand Centre international des conférences, le

dispositif. Et là, on a croisé un certain nombre de journalistes et on a dit: «Voilà, nous sommes les porte-parole de Bruxelles, on va reconnaître les lieux.» Et ils nous ont expliqué: «Ah, oui, on nous a indiqué un plan, mais, vous savez, apparemment la Commission n'est pas à la table.» Ah, j'ai dit: «Ça y est, ça recommence.» Et donc, j'ai donné rendez-vous le lendemain matin à plusieurs journalistes, en leur disant, on peut pénétrer avec les photographes, toujours en amont d'un événement, et j'ai dit: «Voilà le plan: la Commission est là. Sicco Mansholt, il est là; à côté de lui, il y a Raymond Barre; à côté de lui, il y a l'autre vice-président allemand, Willy Haferkamp et un vice-président italien, me semble-t-il, oui, c'était Scarascia Mugnozza. Voilà.» «Ah bon, et ils prendront la parole?» J'ai dit: «Écoutez, comptez sur Sicco Mansholt.» Et alors, avec Bino Olivi, on est allé voir la répartition des salles de presse avec un horaire x: à 9h15, il peut y avoir un briefing de la délégation, etc. et on ne savait évidemment pas ce qu'allait dire Mansholt, puisqu'il avait préparé, mais selon l'atmosphère, et on a réservé, je ne sais plus, 10h15 ou 10h20, en disant à Sicco Mansholt: «Président, lorsque vous aurez parlé, etc., nous on a un petit briefing, parce qu'un certain nombre de gens estiment que la Commission n'est pas là, qu'elle est observateur à la rigueur, et qu'elle ne parle pas.» Alors là, Sicco Mansholt a dit: «Alors là, comptez sur moi pour dire que je suis là!» Et alors, en effet, il a expliqué en quelques mots et puis Raymond Barre, lui, n'est pas venu à la conférence de presse, il a parlé des problèmes de l'inflation, ce qui était son rôle. Bref. On s'est rendu compte, là, qu'il y avait toute une atmosphère. Et c'est là où, le soir, il y avait au Precatlan une grande réception pour la presse dans un cadre magnifique et c'est là où j'ai eu un incident avec Léon Zitrone, le plus célèbre commentateur de la télévision française. Pourquoi un incident? Parce que, lorsqu'il y a eu le journal télévisé – je ne sais plus si c'était à midi et demi ou vers une heure – je suis allé à mon hôtel qui était tout près. Pas un mot de la Commission. Il y avait l'entrée des délégations avenue Kléber, pas de Mansholt, bon. Alors, ça me confirmait qu'il y avait eu là un certain nombre de dispositions. Alors, le soir, au Precatlan, par hasard, je me souviens, j'ai rencontré Jean-Marie Cavada qui, je ne sais plus, travaillait sur une autre chaîne, enfin, des amis. Voilà, on prend un verre. Et là il y a Léon Zitrone. Je dis: «Ah! Je suis ravi de faire votre connaissance. Voilà ce qui se passe…il y a sûrement eu un petit problème de caméras, etc., parce que j'ai vu au journal télévisé l'arrivée de toutes les délégations et j'étais hors du champ, mais Sicco Mansholt a monté les escaliers. Oui, il était le président de la Commission, il était là. Et rien! Aucune allusion, dans aucun commentaire.» J'ai dit: «Je suis quand même un peu perplexe.» Léon Zitrone est monté sur ses grands chevaux, sans allusion à ses autres capacités, il a laissé entendre que personne ne pouvait lui reprocher quoi que ce soit, il avait des feuilles, des fiches, etc. «Ah, dit-il, mais oui, on ne m'a pas envoyé la biographie de Sicco Mansholt.» «Ah, je dis, eh bien voilà. C'est la faute au Service de presse de la Commission. Vous n'avez pas eu la biographie de Sicco Mansholt, donc, il n'existe pas à la télévision française.» Bon, pour vous montrer l'atmosphère qu'il pouvait y avoir dans certaines circonstances et que j'avais connue quelques années plus tôt – on en parlera peut-être, si on en a le temps – à La Haye, où Jean Rey était le président. Donc, le travail d'un porte-parole est très ingrat, puisque vous êtes sur deux fronts: un, vous ne pouvez jamais satisfaire votre patron qui, comme dans les pays, c'est le ministre qui veut être à la une des journaux tous les matins, c'est normal, le commissaire, il aimerait bien aussi de temps en temps et puis, vis-à-vis des journalistes, vous ne pouvez pas toujours tout dire à tout moment publiquement, parce qu'il y a des négociations, parce que ce n'est pas opportun… Donc, alors, il faut avoir la confiance des journalistes et, la plupart du temps, lorsque cette confiance existe, ils savent cela, il y a une règle du jeu et vous pouvez, à un moment donné, les sensibiliser avant, en disant: «On est d'accord, hein? Impossible de publier ça en ce moment, mais tu es au courant lorsque l'événement fera irruption...» Et on avait donc cette possibilité dans ces, j'allais dire dans ces relations de confiance, à Bruxelles, où la presse accréditée était passée de dix à vingt, de vingt à quatre-vingt, ça devient plus difficile quand vous dépassez un certain seuil quantitatif d'avoir les mêmes relations avec tous les journalistes, mais la base, c'est de ne jamais raconter d'histoires. C'est-à-dire que si vous ne pouvez pas tout dire, on vous respecte, mais essayez de manipuler, là vous êtes coulé. Et donc, je crois que connaissant bien ces règles du jeu, on peut faire un travail utile et Sicco Mansholt comprenait cela, ce qui fait qu'il jouait en toute transparence pendant cette courte période où j'ai beaucoup travaillé avec lui et il me mettait au courant de tout. Il m'avait même demandé conseil: «On va à Paris, on fait ça, comment? Vous vous débrouillez et puis on verra.» C'est comme ça qu'il faut travailler, je crois, parce que les journalistes savent aussi rapidement si on travaille en confiance avec le président ou pas, parce que si on parle de la pluie, du beau temps, on fait de l'esprit, on cite Paul Valéry, Kant et autres grands personnages européens, ça, ça marche cinq minutes, mais après c'est terminé. Voilà donc, c'était le sommet de Paris sous cet angle. Et la conception de Mansholt, quand il est revenu, je me souviens, ensuite il a fait ce que l'on appelle en mauvais français un débriefing en salle de presse et, en remontant avec lui dans

l’ascenseur du Berlaimont, j’ai dit: «Voilà, la page est tournée, on doit quand même retenir quelques leçons de tout ça, et je me suis aperçu que du point de vue des moyens en personnel, etc.», j’ai placé une demande auprès de Mansholt pour dire que la Commission, qui est souvent le bouc émissaire, doit avoir un minimum des moyens, à la fois pour se défendre ou pour expliquer, non pas pour faire des relations publiques ou de la propagande, bien sûr, mais pour pouvoir informer. Aujourd’hui, on parle de communication, qui est un terme ambigu. Et à ce moment-là, Mansholt m’a dit: «Vous pouvez, à l’occasion, le placer dans un discours, etc.». Il a dit: «Un de ces jours, je vais me fâcher et, lorsqu’on parlera des problèmes budgétaires, c’était généralement à l’automne, je dirai clairement au Conseil: “des initiatives du Conseil, des initiatives de la Commission et, à un moment donné, les institutions européennes qui veulent avancer dans telle et telle direction: pour sa part, la Commission doit pouvoir expliquer aux citoyens: de quoi s’agit-il? Pourquoi? Comment? Elle doit avoir des moyens.” Et, disait Mansholt, je terminerai mon intervention, en disant: “si vous ne me donnez pas les moyens, moi, je refuse telle et telle initiative ou proposition, parce que je ne pourrai pas la mettre en œuvre, je ne pourrai pas l’expliquer”.» Donc, je dois dire que cette parenthèse que j’ai eue assez directement avec Sicco Mansholt, du point de vue de l’information, de la presse, de l’opinion publique, a été très intéressante.